

Bruxelles, le 7.12.2018
COM(2018) 799 final

2018/0410 (NLE)

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

relative à la signature, au nom de l'Union, de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République de Serbie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE LA PROPOSITION

• Justification et objectifs de la proposition

L'article 54, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/1624 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes¹ dispose que l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes peut coordonner la coopération opérationnelle entre les États membres et les pays tiers en matière de gestion des frontières extérieures. À cet égard, ladite Agence a la possibilité de mener aux frontières extérieures des actions auxquelles participent un ou plusieurs États membres et un pays tiers voisin d'au moins un de ces États membres, sous réserve de l'accord de ce pays tiers voisin, y compris sur le territoire de ce dernier.

Conformément à l'article 54, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/1624, dans les cas où il est envisagé de déployer des équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes dans un pays tiers dans le cadre d'actions où les membres des équipes exercent des pouvoirs d'exécution, ou lorsque d'autres actions dans des pays tiers le requièrent, un accord sur le statut est conclu entre l'Union et le pays tiers concerné. L'accord sur le statut couvre tous les aspects nécessaires à l'exécution des actions. Il indique, en particulier, l'étendue de l'opération, la responsabilité civile et pénale, ainsi que les tâches et les compétences des membres des équipes. L'accord sur le statut garantit le respect intégral des droits fondamentaux pendant ces opérations.

Sur la base de directives de négociation adoptées par le Conseil, la Commission européenne a négocié avec la République de Serbie un accord en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie (l'«accord sur le statut») en vue de mettre en place le cadre juridique qui permettra d'intervenir immédiatement, au moyen de plans opérationnels, lorsqu'il sera nécessaire de réagir rapidement. Bien que les flux migratoires dans la région soient nettement moindres qu'en 2015 et 2016, les réseaux de criminalité organisée adaptent rapidement leurs itinéraires et méthodes de trafic de migrants en situation irrégulière à toute nouvelle circonstance. Grâce à la mise en place de cet accord sur le statut, les autorités responsables de la République de Serbie et les États membres de l'UE, coordonnés par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, seront bien mieux à même de réagir rapidement à ces éventuelles évolutions.

La proposition de décision du Conseil ci-jointe constitue l'instrument juridique pour la signature de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République de Serbie.

Le 21 février 2017, la Commission a reçu du Conseil l'autorisation d'ouvrir avec la République de Serbie des négociations relatives à un accord sur le statut en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie.

Les négociations relatives à un accord sur le statut ont été lancées le 7 avril 2017 et un deuxième cycle de négociations s'est tenu le 11 mai 2017. Un accord a été obtenu le 3 août 2018. L'accord sur le statut a été paraphé par D. Avramopoulos, commissaire pour la migration, les affaires intérieures et la citoyenneté, et N. Stefanović, ministre de l'intérieur de la République de Serbie, le 20 septembre 2018 à Belgrade.

¹ JO L 251 du 16.9.2016, p. 1.

La Commission considère que les objectifs fixés par le Conseil dans ses directives de négociation ont été atteints et que le projet d'accord sur le statut est acceptable pour l'Union.

Les États membres ont été informés et consultés au sein du groupe de travail compétent du Conseil.

- **Cohérence avec les dispositions existantes dans le domaine d'action**

Des accords bilatéraux existent actuellement entre seize États membres et la République de Serbie: ils prévoient une série de mesures conjointes telles que les vérifications aux frontières, la surveillance, des patrouilles, le retour, etc. Un arrangement de travail entre le ministère de l'intérieur de la République de Serbie et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes est aussi déjà en place, qui prévoit en particulier la participation régulière des représentants de la police des frontières de Serbie aux opérations conjointes coordonnées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, en qualité d'observateurs sur le territoire des États membres, avec l'accord de l'État membre hôte.

- **Cohérence avec les autres politiques de l'Union**

L'agenda européen en matière de migration² repose sur quatre piliers. L'un d'eux est la gestion des frontières: il s'agit d'assurer, d'une part, une meilleure gestion des frontières extérieures de l'UE, grâce notamment à la solidarité envers les États membres qui se trouvent aux frontières extérieures, et, d'autre part, des franchissements de frontière plus efficaces. Un contrôle renforcé des frontières de la République de Serbie aura également une incidence positive sur les frontières extérieures de l'UE, en particulier sur celles de la Bulgarie, de la Croatie, de la Hongrie et de la Roumanie, ainsi que sur les frontières de la République de Serbie. Le renforcement accru de la sécurité aux frontières extérieures est également conforme au programme européen en matière de sécurité³.

2. BASE JURIDIQUE, SUBSIDIARITÉ ET PROPORTIONNALITÉ

- **Base juridique**

La base juridique de la présente proposition de décision du Conseil est l'article 77, paragraphe 2, points b) et d), et l'article 79, paragraphe 2, point c), du TFUE, en liaison avec l'article 218, paragraphe 5, du TFUE.

La conclusion d'un accord sur le statut par l'Union européenne est explicitement prévue à l'article 54, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/1624, qui dispose que, dans les cas où il est envisagé de déployer des équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes dans un pays tiers dans le cadre d'actions où les membres des équipes exercent des pouvoirs d'exécution, ou lorsque d'autres actions dans des pays tiers le requièrent, un accord sur le statut est conclu entre l'Union et le pays tiers concerné.

Conformément à l'article 3, paragraphe 2, du TFUE, l'Union dispose d'une compétence exclusive pour la conclusion d'un accord international lorsque cette conclusion est prévue dans un acte législatif de l'Union. L'article 54, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/1624 prévoit la conclusion d'un accord sur le statut entre l'Union européenne et le pays tiers concerné. Par conséquent, l'accord ci-joint avec la République de Serbie relève de la compétence exclusive de l'Union européenne.

² COM(2015) 240 final.

³ COM(2015) 185 final.

- **Subsidiarité (en cas de compétence non exclusive)**

Sans objet.

- **Proportionnalité**

Compte tenu du fait que les réseaux de criminalité organisée adaptent rapidement leurs itinéraires et méthodes de trafic de migrants en situation irrégulière, la participation de l'UE à l'amélioration des contrôles aux frontières de la République de Serbie s'impose. La mise en place de l'accord sur le statut est nécessaire pour donner aux autorités responsables de la République de Serbie et aux États membres de l'UE, coordonnés par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, la possibilité de réagir rapidement à ces éventuelles évolutions. Elle permettra à l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes de déployer des équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie en cas d'afflux soudain de migrants en situation irrégulière.

- **Choix de l'instrument**

La présente proposition est conforme à l'article 218, paragraphe 5, du TFUE, qui prévoit l'adoption, par le Conseil, de décisions relatives aux accords internationaux. Aucun autre instrument juridique ne permettrait d'atteindre l'objectif énoncé dans la proposition.

3. RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS EX POST, DES CONSULTATIONS DES PARTIES INTÉRESSÉES ET DES ANALYSES D'IMPACT

- **Évaluations ex post/bilans de qualité de la législation existante**

Sans objet

- **Consultations des parties intéressées**

Sans objet

- **Obtention et utilisation d'expertise**

Sans objet

- **Analyse d'impact**

Aucune analyse d'impact n'a été requise pour la négociation relative à l'accord sur le statut.

- **Réglementation affûtée et simplification**

Étant donné qu'il s'agit d'un nouvel accord, il n'a pas été possible de réaliser une évaluation ou un bilan de qualité des instruments existants.

- **Droits fondamentaux**

L'accord sur le statut contient des dispositions garantissant la protection des droits fondamentaux des personnes concernées par les actes de membres de l'équipe participant à une action coordonnée par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

Les dispositions relatives aux droits fondamentaux sont expliquées de manière plus détaillée au point 5 «Autres éléments».

4. INCIDENCE BUDGÉTAIRE

L'accord sur le statut n'a pas en soi d'incidence budgétaire. En effet, c'est le déploiement effectif d'équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes sur la base d'un plan opérationnel et de la convention de subvention afférente qui occasionnera des coûts à la charge du budget de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Les opérations futures menées dans le cadre de l'accord sur le statut seront financées au moyen des ressources propres de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

5. AUTRES ÉLÉMENTS

- **Plans de mise en œuvre et modalités de suivi, d'évaluation et d'information**

La Commission assurera un suivi adéquat de la mise en œuvre de l'accord sur le statut.

La République de Serbie et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes procéderont conjointement à une évaluation de chaque opération conjointe ou de chaque intervention rapide aux frontières.

En particulier, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, la République de Serbie et les États membres participant à une action spécifique établiront, au terme de chaque action, un rapport sur l'application des dispositions de l'accord, y compris celles relatives au traitement des données à caractère personnel.

- **Documents explicatifs (pour les directives)**

Sans objet.

- **Explication détaillée des différentes dispositions de la proposition**

Champ d'application de l'accord

En vertu de l'accord, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sera en mesure de déployer des équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes investies de pouvoirs d'exécution sur le territoire de la République de Serbie pour mener des opérations conjointes et des interventions rapides aux frontières. Si cet accord n'élargit pas le champ d'application de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier («accord de réadmission entre la CE et la République de Serbie»)⁴, les équipes de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes seront aussi autorisées, pendant une opération de retour spécifique, à aider la République de Serbie à identifier les personnes devant être réadmissibles sur son territoire, conformément à l'accord de réadmission entre la CE et la République de Serbie.

Les équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes peuvent être déployées sur le territoire de la République de Serbie uniquement dans les régions limitrophes des frontières extérieures de l'UE, et les membres de l'équipe exercent des pouvoirs d'exécution dans les zones de la République de Serbie définies dans le plan opérationnel.

Lancer une action

L'Agence peut proposer l'initiative de lancer une action. Les autorités compétentes de la République de Serbie peuvent demander à l'Agence d'envisager de lancer une action. Pour entreprendre une action, le consentement des autorités compétentes de la République de Serbie et de l'Agence est requis.

⁴ JO L 334 du 19.12.2007, p. 46.

Plan opérationnel

Avant chaque opération conjointe ou chaque intervention rapide aux frontières, un plan opérationnel doit être convenu entre l'Agence et la République de Serbie. Ce plan opérationnel doit aussi avoir été approuvé par l'État membre ou les États membres limitrophes de la zone opérationnelle.

Le plan présente en détail les aspects organisationnels et procéduraux de l'opération conjointe ou de l'intervention rapide aux frontières, y compris une description et une évaluation de la situation, le but opérationnel et les objectifs, le type d'équipement technique à déployer, le plan de mise en œuvre, la coopération avec d'autres pays tiers, d'autres organes et organismes de l'Union ou des organisations internationales, les dispositions en matière de droits fondamentaux (dont celles relatives à la protection des données à caractère personnel), la structure de coordination, de commandement, de contrôle, de communication et de présentation de rapports, les modalités d'organisation et la logistique, l'évaluation et les aspects financiers de l'opération conjointe ou de l'intervention rapide aux frontières.

Missions et compétences des membres de l'équipe

En règle générale, les équipes ont autorité pour accomplir les missions et pour exercer les pouvoirs d'exécution requis pour le contrôle aux frontières et les opérations de retour. Elles sont tenues de respecter la législation nationale de la République de Serbie.

Les équipes n'agissent sur le territoire de la République de Serbie que sur les instructions et en présence de garde-frontières ou de policiers de la République de Serbie.

Les membres de l'équipe portent, le cas échéant, leur propre uniforme, en arborant un identifiant personnel visible et un brassard bleu avec les insignes de l'Union européenne et de l'Agence sur leur uniforme. Ils sont également munis d'un document d'accréditation afin que les autorités nationales de la République de Serbie puissent les identifier clairement.

Les membres de l'équipe peuvent porter des armes de service, des munitions et des équipements autorisés conformément au droit national de leur propre État et au droit de la République de Serbie. Les autorités de la République de Serbie indiquent au préalable à l'Agence les armes de service, les munitions et les équipements qui sont autorisés ainsi que le cadre juridique pertinent et les conditions dans lesquelles ils peuvent être utilisés.

Les membres de l'équipe sont autorisés à employer la force, y compris les armes de service, les munitions et les équipements, avec le consentement de leur propre État et des autorités de la République de Serbie, en présence de garde-frontières ou de policiers de la République de Serbie et conformément au droit national de celle-ci. Les autorités de la République de Serbie peuvent autoriser les membres de l'équipe à employer la force également en l'absence de leurs garde-frontières. Les membres de l'équipe peuvent utiliser des armes lorsque cela est absolument nécessaire pour se défendre et repousser une attaque qui menace immédiatement leur vie ou celle d'une autre personne, conformément à la législation serbe.

Les autorités compétentes de la République de Serbie peuvent, sur demande, communiquer aux membres de l'équipe des informations pertinentes contenues dans des bases de données nationales si cela est nécessaire à ceux-ci pour accomplir leurs missions. L'Agence peut également communiquer aux autorités compétentes serbes les informations nécessaires à la réalisation des objectifs opérationnels.

Suspension et cessation de l'action

L'Agence et les autorités de la République de Serbie peuvent suspendre l'action ou y mettre un terme, si elles estiment que l'autre partie ne respecte pas les dispositions de l'accord ou du plan opérationnel.

Privilèges et immunités des membres de l'équipe

Les membres de l'équipe jouissent de l'immunité de la juridiction pénale de la République de Serbie pour tous les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles («en service»), mais ne jouissent pas d'une telle immunité pour les actes qu'ils commettent en dehors du service.

Le plan opérationnel définit précisément les actions couvertes par l'immunité de la juridiction pénale de la République de Serbie.

En cas d'allégation d'infraction pénale commise par un membre de l'équipe, le directeur exécutif de l'Agence, préalablement à l'ouverture de la procédure devant la juridiction compétente, atteste aux autorités judiciaires compétentes de la République de Serbie que l'acte en question a été ou n'a pas été accompli par le membre de l'équipe dans l'exercice de ses fonctions officielles. Le directeur exécutif de l'Agence décide après avoir attentivement examiné toute déclaration faite par l'autorité compétente de l'État membre ayant déployé le garde-frontière ou tout autre agent compétent concerné et par les autorités compétentes de la République de Serbie.

Les privilèges accordés aux membres de l'équipe et l'immunité de la juridiction pénale de la République de Serbie dont ils jouissent ne les exemptent pas de la juridiction de l'État membre d'origine.

Un régime similaire s'applique en ce qui concerne la responsabilité civile et administrative des membres de l'équipe.

L'État membre qui a déployé le garde-frontière concerné ou tout autre agent compétent concerné peut renoncer à l'immunité de la juridiction pénale, civile et administrative de la République de Serbie dont jouissent les membres des équipes. La renonciation doit toujours être expresse.

L'accord prévoit un mécanisme d'indemnisation des dommages. Ce mécanisme est fondé sur l'article 42 du règlement (UE) 2016/1624 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes. Si le dommage est causé par un membre d'une équipe «en service», la responsabilité de la République de Serbie est engagée. Si le dommage est causé «en service», par une faute lourde ou une faute intentionnelle d'un membre d'une équipe d'un État membre participant, ou si l'acte a été commis en dehors du service, la République de Serbie peut demander, par l'intermédiaire du directeur exécutif de l'Agence, que l'État membre participant concerné verse une indemnisation. Si le dommage est causé par un membre du personnel de l'Agence, la République de Serbie peut demander que l'Agence verse une indemnisation.

Aucune mesure d'exécution ne peut être prise à l'égard des membres de l'équipe, sauf si une procédure pénale ou civile non liée à leurs fonctions officielles est ouverte à leur rencontre.

Les biens des membres de l'équipe nécessaires à l'exécution de leurs fonctions officielles ne peuvent être saisis. Dans le cadre des procédures civiles, les membres de l'équipe ne sont soumis à aucune restriction quant à leur liberté personnelle, ni à aucune autre mesure de contrainte.

Les membres de l'équipe sont exemptés des dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur en République de Serbie pour ce qui est des services rendus à l'Agence. Ils sont

également exemptés, en République de Serbie, de toute forme d'impôt sur la rémunération et les émoluments qui leur sont versés par l'Agence ou leur État membre, ainsi que sur tout revenu perçu en dehors de la République de Serbie.

Les autorités de la République de Serbie autorisent l'entrée et la sortie des objets destinés à l'usage personnel des membres de l'équipe et exemptent ces objets de tous les droits de douane, taxes et redevances connexes (autres que les frais d'entreposage et de transport ainsi que ceux afférents à des services analogues).

Les bagages personnels des membres de l'équipe peuvent être inspectés s'il existe des motifs de croire que ces bagages contiennent des objets qui ne sont pas destinés à l'usage personnel des membres de l'équipe, ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par la législation de la République de Serbie, ou soumise à sa réglementation en matière de quarantaine. L'inspection des bagages personnels ne doit se faire qu'en présence du ou des membres de l'équipe concernés ou d'un représentant autorisé de l'Agence.

Les documents, la correspondance et les biens des membres de l'équipe sont inviolables, sous réserve de mesures d'exécution. Les membres de l'équipe ne sont pas obligés de donner leur témoignage.

Document d'accréditation

L'Agence, en coopération avec la République de Serbie, remet aux membres de l'équipe un document d'accréditation leur permettant d'être identifiés par les autorités de la République de Serbie et de prouver qu'ils sont habilités à accomplir les missions assignées et à exercer les compétences conférées par l'accord et par le plan opérationnel. Le document d'accréditation, assorti d'un document de voyage en cours de validité, permet aux membres de l'équipe d'entrer sur le territoire de la République de Serbie sans qu'un visa ou une autorisation préalable soient nécessaires; il sera renvoyé à l'Agence au terme de l'action. L'Agence fournira aux autorités compétentes serbes un spécimen du document d'accréditation avant la date à laquelle l'accord commence à s'appliquer et chaque fois que le modèle est modifié.

Droits fondamentaux

Dans l'accomplissement de leurs missions et l'exercice de leurs compétences, les membres de l'équipe respectent pleinement les libertés et droits fondamentaux, y compris en ce qui concerne l'accès aux procédures d'asile, la dignité humaine, l'interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants, le droit à la liberté, le principe de non-refoulement et l'interdiction des expulsions collectives, les droits de l'enfant et le droit au respect de la vie privée et familiale. Ils s'abstiennent de toute discrimination arbitraire fondée sur quelque motif que ce soit, notamment le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Toutes les mesures empiétant sur ces libertés et droits fondamentaux sont proportionnées aux objectifs poursuivis par de telles mesures et respectent l'essence de ces libertés et droits fondamentaux.

Chaque partie doit disposer d'un mécanisme de traitement des plaintes pour connaître des allégations concernant une violation des droits fondamentaux commise par son personnel. L'Agence a instauré un mécanisme de traitement des plaintes prévu à l'article 72 du règlement (UE) 2016/1624 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, et satisfait dès lors à cette obligation. Le médiateur de la République de Serbie (le «Défenseur des citoyens») pourrait statuer sur de telles allégations, sauf si les autorités de la République de Serbie décident de créer un mécanisme expressément chargé de traiter les plaintes déposées en vertu de l'accord.

Traitement des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel sont traitées par les membres de l'équipe lorsque cela est nécessaire et proportionné, conformément aux règles qui s'appliquent à l'Agence et aux États membres de l'UE. Le traitement des données à caractère personnel par les autorités de la République de Serbie est soumis aux dispositions de sa législation nationale.

L'Agence, les États membres participants et les autorités de la République de Serbie établissent un rapport conjoint sur le traitement des données à caractère personnel par les membres de l'équipe à la fin de chaque action. Ce rapport est transmis à l'officier aux droits fondamentaux et au délégué à la protection des données de l'Agence, ainsi qu'à l'autorité compétente en matière de protection des données à caractère personnel en République de Serbie. L'officier aux droits fondamentaux et le délégué à la protection des données de l'Agence font rapport au directeur exécutif de l'Agence.

Litiges et interprétation

Toutes les questions liées à l'application de l'accord sont examinées conjointement par les autorités compétentes de la République de Serbie et par des représentants de l'Agence, qui consultent l'État membre ou les États membres voisins de la République de Serbie.

À défaut de règlement préalable, les différends portant sur l'interprétation ou l'application de l'accord sont réglés exclusivement par voie de négociation entre la République de Serbie et la Commission européenne, qui consulte tout État membre voisin de la République de Serbie.

Autorités compétentes pour la mise en œuvre de l'accord

Pour la République de Serbie, l'autorité compétente pour la mise en œuvre de l'accord est le ministère de l'intérieur. Pour l'Union européenne, il s'agit de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

Déclarations communes

Les deux parties prennent acte du fait que l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes aidera la République de Serbie à contrôler efficacement sa frontière avec tout pays non membre de l'Union européenne par d'autres moyens que des déploiements d'équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes investies de pouvoirs d'exécution.

Les deux parties conviennent que le statut et la délimitation, en vertu du droit international, du territoire de la Serbie et des États membres de l'Union européenne ne sont nullement affectés par l'accord ou par tout acte accompli dans le cadre de sa mise en œuvre par les parties ou en leur nom, y compris la définition de plans opérationnels ou la participation à des opérations transfrontalières.

L'association étroite de la Norvège, de l'Islande, de la Suisse et du Liechtenstein à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen est évoquée dans une déclaration commune annexée à l'accord.

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

relative à la signature, au nom de l'Union, de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République de Serbie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 77, paragraphe 2, points b) et d), et son article 79, paragraphe 2, point c), en liaison avec son article 218, paragraphe 5,

vu la proposition de la Commission européenne,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 54, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/1624⁵, dans les cas où il est envisagé de déployer des équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes dans un pays tiers pour y mener des actions pour lesquelles les membres des équipes exercent des pouvoirs d'exécution, ou lorsque d'autres actions dans des pays tiers le requièrent, un accord sur le statut est conclu entre l'Union et le pays tiers concerné. L'accord sur le statut devrait couvrir tous les aspects nécessaires à l'exécution des actions.
- (2) Le 21 février 2017, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir avec la République de Serbie des négociations relatives à un accord sur le statut en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie.
- (3) Lesdites négociations ont été ouvertes le 7 avril 2017 et se sont conclues avec succès, le 20 septembre 2018, par le parape de l'accord entre l'Union européenne et la République de Serbie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie (l'«accord sur le statut»).
- (4) La présente décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auxquelles le Royaume-Uni ne participe pas, conformément à la décision 2000/365/CE du Conseil⁶; le Royaume-Uni ne participe donc pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas lié par celle-ci ni soumis à son application.

⁵ Règlement (UE) 2016/1624 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, modifiant le règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 863/2007 du Parlement européen et du Conseil, le règlement (CE) n° 2007/2004 du Conseil et la décision 2005/267/CE du Conseil (JO L 251 du 16.9.2016, p. 1).

⁶ Décision 2000/365/CE du Conseil du 29 mai 2000 relative à la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 131 du 1.6.2000, p. 43).

- (5) La présente décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auxquelles l'Irlande ne participe pas, conformément à la décision 2002/192/CE du Conseil⁷; l'Irlande ne participe donc pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas liée par celle-ci ni soumise à son application.
- (6) Conformément aux articles 1^{er} et 2 du protocole n° 22 sur la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Danemark ne participe pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas lié par celle-ci ni soumis à son application.
- (7) Par conséquent, il convient de signer l'accord au nom de l'Union européenne, sous réserve de sa conclusion à une date ultérieure, et d'approuver les déclarations jointes,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La signature de l'accord entre l'Union européenne et la République de Serbie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie (l'«accord») est approuvée au nom de l'Union, sous réserve de la conclusion dudit accord.

Article 2

Les déclarations jointes à la présente décision sont approuvées au nom de l'Union.

Article 3

Le Secrétariat général du Conseil élabore l'instrument de pleins pouvoirs autorisant la ou les personnes indiquées par le négociateur de l'accord à signer celui-ci, sous réserve de sa conclusion.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Conseil
Le Président*

⁷ Décision 2002/192/CE du Conseil du 28 février 2002 relative à la demande de l'Irlande de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 64 du 7.3.2002, p. 20).